

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/431

12 mars 2001

(01-1175)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DANS SA DÉCISION DU 15 DÉCEMBRE 2000

Document de travail présenté par Cuba, l'Égypte, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie,
la Malaisie, l'Ouganda, le Pakistan, la République dominicaine,
la Tanzanie et le Zimbabwe

Les Missions permanentes de Cuba, de l'Égypte, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, de l'Ouganda, du Pakistan, de la République dominicaine, de la Tanzanie et du Zimbabwe ont fait parvenir conjointement au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 mars 2001.

Document technique sur la proposition concernant l'article 27.6 de l'Accord SMC et la possibilité d'établir la compétitivité des exportations sur la base d'une période de plus de deux ans

1. Nous sommes reconnaissants au Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC d'avoir demandé la présentation de communications écrites concrètes sur les questions touchant l'article 27.6 de l'Accord SMC. Nous espérons que le Comité examinera sans délai la proposition ci-après et lui réservera un accueil favorable afin de répondre aux préoccupations véritables des pays en développement soucieux de renforcer leur secteur industriel.
2. L'article 27.6 de l'Accord SMC dispose ce qui suit: "Les exportations d'un produit sont compétitives si, pour ce produit, les exportations d'un pays en développement Membre ont atteint une part d'au moins 3,25 pour cent du commerce mondial de ce produit pendant deux années civiles consécutives." Ce "critère de préservation de la compétitivité" sera fondé soit sur une notification du pays en développement Membre dont les exportations sont devenues compétitives, soit sur un calcul effectué par le Secrétariat à la demande d'un Membre. À cet effet, un produit s'entend d'une position du Système harmonisé (c'est-à-dire le numéro à quatre chiffres).
3. Cependant, la période de deux ans prévue au paragraphe 6 de l'article 27 de l'Accord SMC n'est pas suffisante pour déterminer la compétitivité des exportations d'un pays en développement, en particulier compte tenu de l'instabilité du marché international (par exemple, crise financière internationale, hausse des prix du pétrole, etc.) et de la vulnérabilité des pays en développement face à des influences extérieures comme les catastrophes naturelles. Il est nécessaire de porter cette période à cinq ans, ce qui constituerait un délai raisonnable pour garantir qu'un pays en développement est dans une situation où ses exportations d'un produit donné sont devenues compétitives.
4. En outre, l'Accord ne contient aucune disposition expresse sur l'inclusion automatique pour le cas où la part des exportations d'un pays tomberait ultérieurement à un niveau inférieur à 3,25 pour cent, comme cela s'est produit pour les pays de l'Asie de l'Est qui ont été frappés par la crise

./.

financière. L'Accord devrait contenir une clause d'inclusion automatique qui permette aux pays en développement de recourir de nouveau à des subventions à l'exportation lorsque la part de leurs exportations d'un produit tombe à un niveau inférieur à 3,25 pour cent du commerce mondial de ce produit.

5. Enfin, le Comité proposera au Conseil général d'établir un Mémoire d'accord sur la base du paragraphe 2 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, afin de tenir compte des préoccupations susmentionnées.

Projet de décision

Mémoire d'accord sur l'article 27 de l'Accord sur
les subventions et les mesures compensatoires

Décision du []

Le Conseil général,

Eu égard au paragraphe 2 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Tenant compte des paragraphes 8 et 9 a) i) de la Déclaration ministérielle de Genève, de la Décision du Conseil général du 3 mai 2000 et de la Décision du Conseil général du 22 juin 2000,

Considérant que les pays en développement ont parfois besoin d'accorder des subventions pour encourager la croissance et le potentiel d'exportation de leurs branches de production nationales,

Considérant que le Comité des subventions et des mesures compensatoires a conclu que la période de deux ans prévue au paragraphe 6 de l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires n'était pas suffisante pour déterminer la compétitivité des exportations d'un pays en développement, en particulier compte tenu de l'instabilité du marché international,

Considérant que le Comité des subventions et des mesures compensatoires a conclu que l'Accord devrait contenir une clause d'inclusion automatique qui permette aux pays en développement de recourir de nouveau à des subventions à l'exportation lorsque la part de leurs exportations d'un produit tombe à un niveau inférieur à 3,25 pour cent du commerce mondial de ce produit,

Décide ce qui suit:

1. La durée de la période prévue au paragraphe 6 de l'article 27 sera réputée être de cinq années consécutives.
 2. Les pays en développement seront autorisés à recourir de nouveau à des subventions à l'exportation d'un produit donné lorsque la part de leurs exportations de ce produit tombe à un niveau inférieur à 3,25 pour cent du commerce mondial.
 3. Les Membres conviennent de respecter intégralement et fidèlement le présent Mémoire d'accord.
-